

VILLE de GRASSE

DETTE au 31 DECEMBRE 2019 : RAPPORT ANNUEL

SOMMAIRE

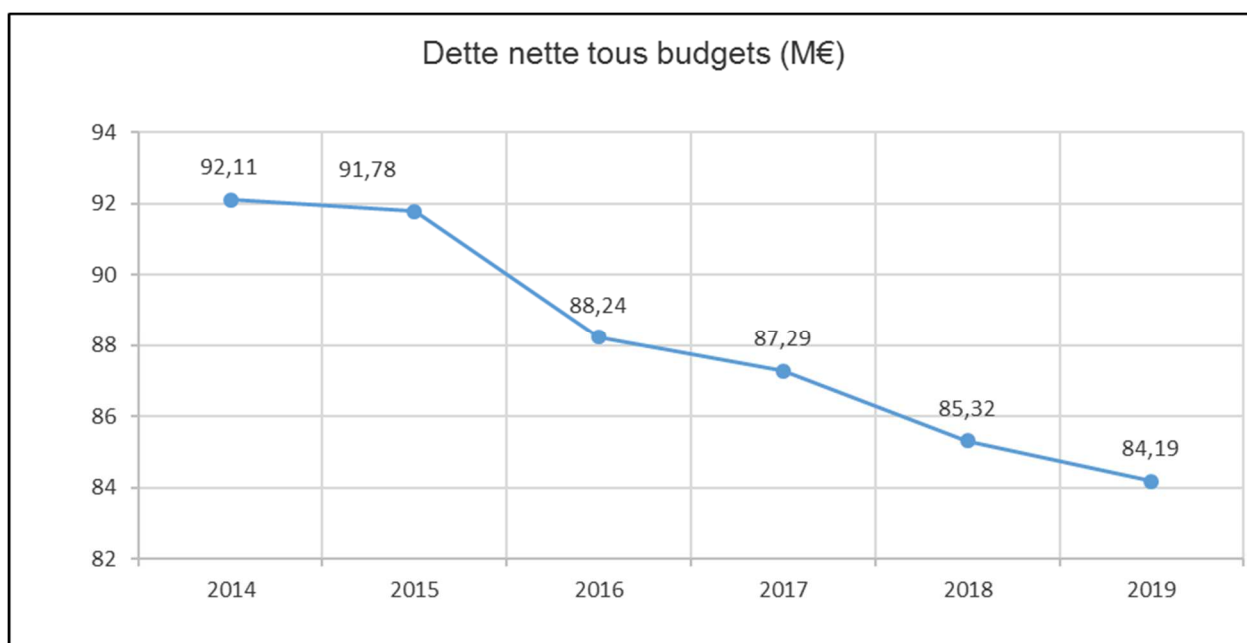
I.	SITUATION de la DETTE FINANCIERE au 31 DECEMBRE 2019.....	3
•	Dette globale	3
•	Dette par budgets.....	4
•	Ratios de Gestion publics	6
•	Durée de vie du portefeuille de dettes	6
•	Mise en jeu garantie d'emprunts.	7
II.	STRUCTURE de la DETTE au 31.12.19 (budget principal)	8
•	Taux moyens d'endettement	11
III.	DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.19 – budget principal	12
•	Résultats sur swaps.....	13
IV.	PROVISIONS au 31.12.19.....	15
V.	RATIOS « REGLES de GESTION ».....	16
•	Critères d'importance de la dette	16
•	Nouveaux financements.....	16
•	Paramètres de gestion	16
VI.	BILAN 2019 ET PERSPECTIVES (<i>source finances active</i>).....	18
•	Commentaires de marchés.....	18
•	Taux d'intérêts	18
•	Durée	18
•	Stratégie	19
•	Perspectives 2019	19
VII.	CONCLUSIONS	20

I. SITUATION de la DETTE FINANCIERE au 31 DECEMBRE 2019

- Dette globale

Pour tous les budgets, les états comptables délivrent les données ci-après qui représentent les capitaux restants dus (CRD) au 31.12.2019

(en M€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2014 - 2019
Dettes financières LMT	87.35	96.57	92.69	91.40	89.11	87.67	4.94
Variation	+11.05	+9.22	-7.61	-2.87	-1	-0.05	
PPP	4.76	7.03	6.75	6.47	6.17	5.86	1.1
Dettes brutes	92.11	103.60	99.44	97.87	95.28	93.53	1.42
Variation	+8.06	+11.49	-4.16	-1.57	-2.59	-1.75	
Fonds de Soutien	-	-11.82	-11.20	-10.58	-9.96	-9.34	
Dettes nettes	92.11	91.78	88.24	87.29	85.32	84.19	-7.92
Variation	+8.06	-0.33	-3.54	-0.95	-1.97	-1.13	



• Dette par budgets

(en M€)	2014	2015 ¹	2016	2017	2018	2019	2020 prév
Principal net fonds soutien <i>Variation</i>	89.41	89.43 +0.02	86.12 -3.31	85.43 -0.69	83.73 -1.70	81.85 -1.88	81.85 0
Distribution Eau <i>Variation</i>	0.21	0.18 -0.03	0.15 -0.03	0.12 -0.03	0.08 -0.04	0.74 0.66	Compétences Transférées Au 01/01/20
Assainissement <i>Variation</i>	2.49	2.17 -0.32	1.97 -0.20	1.74 -0.23	1.51 -0.23	1.60 0.09	
Dettes totales <i>Variation</i>	92.11	91.78 -0.33	88.24 -3.54	87.29 -0.95	85.32 -1.97	84.19 -1.13	

Commentaires sur l'évolution

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
 - La mise en force des derniers contrats du PPP a entraîné une augmentation de la dette De 2.27 M€ (2.527 M€ en valeur d'origine) ;
 - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16.4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12.4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette.
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres dégagés par notre épargne de fonctionnement notamment.
Notre politique volontariste de désendettement est consolidée.
- 2020 : la politique volontariste d'investissement est poursuivie, le niveau d'emprunt est plafonné pour maintenir notre niveau d'endettement 2020 au niveau de celui de 2019 net du fonds de soutien.

Le budget principal représente l'essentiel de la dette de la Ville (91.19 % à fin 2019). Pour cette raison, les actions de gestion de dette et de taux sont concentrées sur la dette du budget principal.

¹ Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

Analyse des variations 2019 et prospective 2020 en M€

En M€	2019	2020
Emprunts nouveaux LMT	+6.59	+8.92
Amortissements	-9.09	- 9 54
Variation dette brute	-2.50	-0.62
Fonds de Soutien	+0.62	+0.62
Variation dette nette	-1.88	0,00

Pour 2019, apparaissent très clairement :

- De nouveaux emprunts LMT souscrits avec la banque des Territoires (taux fixe : 1,58 % sur 15 ans) et la Caisse d'Epargne (Livret A + marge 0,30 BP sur 20 ans) pour financer des investissements nouveaux soit **3,5 M€** ;
- De nouveaux tirages sur notre convention de financement souscrite avec le Crédit Agricole pour financer des investissements nouveaux non consolidés que nous pouvons rembourser en tant que de besoin pour **1,7 M€** (Euribor 3M + 0,60 BP) ;
- Le refinancement d'un emprunt revolving par la souscription d'un emprunt LMT auprès de la Société Générale pour un montant strictement équivalent de **1,39 M€** (Euribor 3M + 0,72 BP sur 20 ans) ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€**.

Nous nous sommes positionnés sur une stratégie pluriannuelle pour parer à toutes les situations.

En tout premier lieu, la sécurisation d'emprunts structurés en fonction des opportunités et en profitant également d'une conjoncture particulièrement attractive en termes de taux et de marge, les contrats signés fixant d'ores et déjà les conditions financières.

Ensuite, nous nous sommes attachés à nous orienter sur certains produits avec des périodes de mobilisation longues (24 voire 36 mois). Cela nous permettra ainsi, de ne pas consolider nos emprunts en tant que de besoin avant 2021 ou 2022 et d'adapter nos remboursements à notre profil d'extinction de dette.

Notre stratégie a été également orientée sur des produits avec beaucoup de souplesse (sans commission de non utilisation et sans obligation de consolidation), ces options nous donnant les moyens de répondre aux besoins ponctuels de trésorerie, dont les remboursements n'occasionneront pas de frais supplémentaires en dehors de ceux de la durée du portage.

Cela pourrait se présenter si le remboursement du sinistre de la médiathèque prévu en 2021 venait à être décalé, et dans le cas contraire, si des cessions foncières venaient à se réaliser.

Tableau profil d'extinction par exercice – Budget principal

Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Amortissement CT	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2019	93 687 273,99 €	7 703 586,02 €	1 394 113,33 €	2 712 960,90 €	11 810 660,25 €	91 190 007,48 €
2020	91 190 007,48 €	8 009 516,15 €	1 459 651,33 €	2 516 973,82 €	11 986 141,31 €	83 745 409,56 €
2021	83 745 409,56 €	7 863 354,52 €	83 333,34 €	2 278 024,56 €	10 224 712,42 €	80 799 241,08 €
2022	80 799 241,08 €	7 733 410,64 €	83 333,33 €	2 059 684,58 €	9 876 428,55 €	72 982 644,60 €
2023	72 982 644,60 €	7 090 554,65 €	83 333,33 €	1 847 975,80 €	9 021 863,78 €	65 808 756,63 €
2024	65 808 756,63 €	6 932 919,65 €	83 333,34 €	1 640 019,43 €	8 656 272,42 €	58 792 503,64 €
2025	58 792 503,64 €	6 824 574,30 €	83 333,33 €	1 494 660,28 €	8 402 567,92 €	51 884 596,01 €
2026	51 884 596,01 €	5 998 391,57 €	750 000,00 €	1 337 330,11 €	8 085 721,68 €	45 136 204,45 €
2027	45 136 204,45 €	5 588 033,70 €	0,00 €	1 146 973,61 €	6 735 007,32 €	39 548 170,75 €
2028	39 548 170,75 €	5 010 916,54 €	0,00 €	950 945,15 €	5 961 861,69 €	34 537 254,19 €
2029	34 537 254,19 €	3 979 929,85 €	0,00 €	810 902,87 €	4 790 832,72 €	30 557 324,33 €
2030	30 557 324,33 €	4 012 838,85 €	0,00 €	714 311,95 €	4 727 150,80 €	26 544 485,49 €
2031	26 544 485,49 €	4 134 488,22 €	0,00 €	614 531,29 €	4 749 019,51 €	22 409 997,26 €
2032	22 409 997,26 €	4 261 731,67 €	0,00 €	507 780,94 €	4 769 512,61 €	18 148 265,59 €
2033	18 148 265,59 €	3 752 983,91 €	0,00 €	386 902,06 €	4 139 885,97 €	14 395 281,66 €
2034	14 395 281,66 €	3 454 444,94 €	0,00 €	278 236,81 €	3 732 681,75 €	10 940 836,72 €
2035	10 940 836,72 €	3 155 969,75 €	0,00 €	187 663,74 €	3 343 633,49 €	7 784 866,97 €
2036	7 784 866,97 €	838 409,50 €	0,00 €	99 067,71 €	937 477,21 €	6 946 457,47 €
2037	6 946 457,47 €	5 346 953,71 €	0,00 €	54 953,48 €	5 401 907,19 €	1 599 503,76 €
2038	1 599 503,76 €	647 224,77 €	0,00 €	14 356,73 €	661 581,50 €	952 278,99 €
2039	952 278,99 €	552 278,99 €	0,00 €	7 733,71 €	560 012,70 €	400 000,00 €
2040	400 000,00 €	275 000,00 €	0,00 €	2 408,01 €	277 408,01 €	125 000,00 €
2041	125 000,00 €	125 000,00 €	0,00 €	362,22 €	125 362,22 €	0,00 €

- **Ratios de Gestion publics**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours dette / habitant (€)	1.56	1.66	1.60	1.59	1.56	1.58
Encours dette / recettes fonctionnement (%)	125	132	129	128	124	118

• Ces ratios évoluent lentement ; néanmoins, une tendance à l'amélioration apparaît.

- **Durée de vie du portefeuille de dettes**

	31.12.14	31.12.15	31.12.16	31.12.17	31.12.18	31.12.19
Durée de vie résiduelle	11.0	14.8	13.0	12.3	12.4	12.2
Durée moyenne	6.1	8.0	7.0	7.0	6.9	7.2

- La durée de vie résiduelle mesure la durée restante (en moyenne pondérée par les volumes) à la date du calcul.
- La durée moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital.

Même si les séries sont influencées par les reports pré-évoqués perturbant les observations, il ressort que ces ratios évoluent lentement.

- Le ratio « Encours de dette / habitant (€) a été impacté :
 - En 2014, par la mise en force de la première phase du contrat « PPP éclairage » signé en 2013 ;
 - En 2015 par :
 - la mise en force de la deuxième phase du contrat « PPP éclairage » signé en 2013 ;
 - La nécessité de désensibiliser un produit structuré très toxique souscrit antérieurement auprès de Dexia. Cette désensibilisation passait, notamment, par la souscription d'un emprunt pour financer une partie de l'IRA. Bien qu'importante, l'aide du Fonds de Soutien ne compense pas totalement cet emprunt.

Ceci explique le niveau anormalement bas du ratio ;

 - En 2016, le ratio commence à s'améliorer.
 - En 2017, malgré le décalage des opérations de cessions d'actifs, la baisse de l'encours de dette a pu se poursuivre.
 - En 2018, la baisse de l'encours de dette se confirme.
 - En 2019, alors que la baisse de l'encours de dette s'est poursuivi, la forte chute de la population a biaisé le ratio.

- Le ratio « Encours de dette / recettes de fonctionnement (%) » :

Pour les mêmes raisons, ce ratio se détériore en 2015 pour s'améliorer ensuite jusqu'à la fin de la période examinée.

- **Mise en jeu garantie d'emprunts.**

La ville garantit des emprunts au profit d'organismes de logements sociaux.

La Société Habitat et Logement Alpes Maritimes SOHLAM rencontre depuis 2016 des difficultés néanmoins la procédure de sauvegarde est à ce jour terminée.

La garantie d'emprunts a été appelée en 2017 pour un montant de 7.2 K€, en 2018 pour un montant de 6.8 K€, aucune garantie d'emprunt n'a été appelée en 2019.

Le cabinet en charge du plan de sauvegarde a prévu un plan de cession des logements libres d'hypothèques, pour régler les difficultés de trésorerie, ce qui permettrait le remboursement des sommes déjà versées.

II. STRUCTURE de la DETTE au 31.12.19 (budget principal)

Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

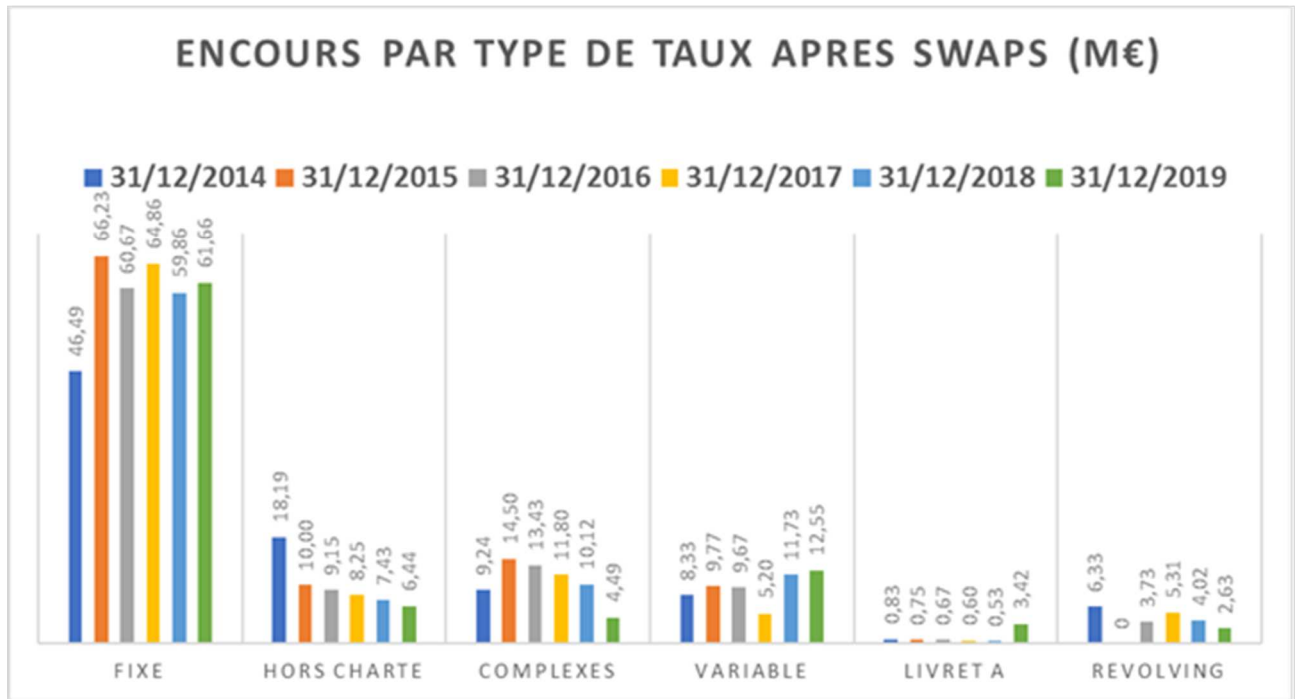
- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.14		31.12.15		31.12.16		31.12.17		31.12.18		31.12.19	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe ²	46.49	52.00	66.22	65.41	60.67	62.34	64.86	67.55	59.86	63.89	61.66	67.62
Complexes	9.24	10.33	14.50	14.32	13.43	13.80	11.80	12.29	10.12	10.80	4.49	4.92
Hors Charte	18.19	20.34	10.00	9.88	9.146	9.40	8.25	8.59	7.43	7.93	6.44	7.06
Variable	8.33	9.32	9.77	9.65	9.67	9.94	5.20	5.41	11.73	12.52	12.55	13.76
Livret A	0.83	0.93	0.75	0.74	0.67	0.69	0.602	0.63	0.53	0.57	3.42	3.75
Revolv tiré	6.33	7.08	-	-	3.73	3.83	5.31	5.53	4.02	4.29	2.63	2.88
	89.41	100	101.25	100	97.32	100	96.02	100	93.69	100	91.19	100

Après swaps, à fin 2019, la dette à taux fixe représente 67.62 % de la dette totale, 20.40 %, est à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 7.06 % de notre dette, mais surtout la nouvelle opération de désensibilisation réalisée sur 2019 avec la Société Générale nous a permis de réduire notre dette à taux complexes de plus de 50%, elle ne représente plus que 4,92% de notre encours total (à comparer aux 10,80% de 2018).

² En ce compris les PPP.



Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2019 ;
- Privilégier les produits indexés sur du révisable en 2019, les taux courts restant négatifs.

Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		Moins élevé					Risque		Plus élevé	
		A	B	C	D	E	HC	Total		
Risk		M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	%	
élevé + ←	1	80.26	3.78					84.04	92.16%	
	2									
	3									
	4		0.71					0.71	0.78%	
	5									
	H						6.44	6.44	7.06%	
	C									
	Σ	80.26	4.49				6.44	91.19	100%	
%	88.01	4.92				7.06				

La souscription des swaps avait contribué à augmenter de façon sensible l'exposition aux risques de la Ville. Toutefois, les actions de désensibilisation entreprises, notamment depuis 2014, ont

réduit tant les encours classés en « Hors Charte » que les encours dits « complexes » correspondants aux produits les plus risqués.

Ainsi, par rapport à fin 2018, les positions Hors Charte sont passées à 7.06 % vs 7.93 % en 2018, les positions complexes à 4,92 % vs 10,80 % en 2018.

Les positions les moins risquées « 1A » - « 1B » ont sensiblement augmenté à 92.26 % vs 85,81 % en 2018.

- Portefeuille de financements et swaps « Hors Charte » et « Complexes »

Les produits « Hors Charte » et « à taux complexes » se répartissent ainsi - **Budget Principal** :

Indices de référence des taux complexes ou des emprunts « Hors Charte »	Classt	Nbre	Réf.	Encours 31.12.19		Seuils	Niveaux Index
	Gissler	Opé.	ville	M€	%	(%)	22.06.20
Eur 3m	1B	1	295	0.151	1.38%	≤ 6.50%	-0.3890 %
Eur 12m	1B	1	325	3.630	33.20%	≤ 5.10%	-0.1470 %
Libor USD 12 m	4B	1	3177	0.707	6.47%	≤ 7.00%	0.5757 %
USD/CHF	HC	1	301b	0.227	2.08%	≥ 0.95	0.9506 %
CMS (30y - 1y) (départ décalé)	HC	1	309	3.417	31.25%	≥ 0	0.508 %
<i>Sous-total avec barrière</i>		5		8.131	74.38%		

EUR/USD - EUR/CHF	HC	1	318	1.216	11.12%	sans	0.0554 %
CMS GBP 10y - CMS EUR 10y	HC	1	308b	1.176	10.76%	sans	0.497 %
<i>Sous-total sans barrière</i>		3		2.392	21.88%		

TOTAL 1		8		10.523	96.26%		
---------	--	---	--	--------	--------	--	--

Taux fixe	HC	1	304	0.409	3.74%		
<i>Sous-total libellé en devises</i>		1		0.409	3.74%		

TOTAL GENERAL 2		9		10.93	100%		
-----------------	--	---	--	-------	------	--	--

Total Produits « Hors Charte »		5		6.445	58.95%		
Total Produits à « Tx complexes »		4		4.488	41.05%		
<i>Total par types de taux</i>		9		10.933	100%		

Un emprunt à taux fixe (304) libellé en CHF est classé en « Hors Charte » du seul fait de sa devise de libellé. A l'évidence, les indices sont éloignés de leurs barrières, sauf l'USD/CHF. Pour cette opération, l'encours est relativement faible (0,227 M€). Un franchissement de la barrière n'est donc pas trop pénalisant pour les charges financières de la ville.

- **Taux moyens d'endettement**

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0.70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3.47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2018, la majorité des tirages ayant été effectués sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.

Le tableau ci-dessus montre clairement l'impact de ces actions sur le taux moyen après swaps, taux effectivement supporté par la Ville. Il est donc la cible des actions de gestion.

III. DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.19 – budget principal

- Au 31.12.19, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse	Réf. Ville	Type Taux	Sans swaps		Avec swaps		Total	
			Nbre	M€	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte	304	Fixe	1	0,40			1	0,40
Dexia HC								
SFIL HC	308b	Struct			1	1,18	1	1,18
Dexia HC	309	Struct			1	3,42	1	3,42
CE HC	318	Struct			1	1,22	1	1,22
CE HC	301b	Struct			1	0,22	1	0,22
			1	0,40	4	6,04	5	6,44
Financements Complexes	295	Struct	1	0,15			1	0,15
Dexia B1								
SFIL B1	325	Struct			1	3,63	1	3,63
CE B4	3177	Struct	1	0,71			1	0,71
			2	0,86	1	3,63	3	4,49
TOTAL			3	1,26	5	9,67	9	10,93

Près des 2/3 de la dette HC ou à taux complexes a été travaillée avec des swaps (et parfois des contre-swaps).

- La dette comprend des produits « Hors Charte » Gissler.

En cas de swap et éventuellement de contre-swaps, ne sont retenues que les positions résultantes.

Cinq produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 7 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passé de 18,19 M€ à 6.44 M€ entre fin 2014 et fin 2019, soit une réduction de près de 65 %.

Réf	Taux	Encours au 31.12.19	
Ville		CHF (contrevalueur en M€)	M€
301b	3.50 % si USD/CHF \geq 0.95 sinon, 3.50 % + 1.55 * (0.95 - USD/CHF) / USD/CHF		0,22
304	Emprunt à taux fixe en CHF	0,40	
308b	MAX (10.98 % - 10 * [CMS GBP 10y - CMS EUR 10y] ; 0) (Floor = 0.00 %)		1,18
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) \geq 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)		3,42
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]		1,22
		0,40	6,04
	TOTAL en EUR	6,44	

A rappeler le cas de l'emprunt 304 qui, bien qu'à taux fixe, est classé en Hors Charte en raison de sa devise de libellé et non en raison des indices qui caractérisent son taux.

• Résultats sur swaps

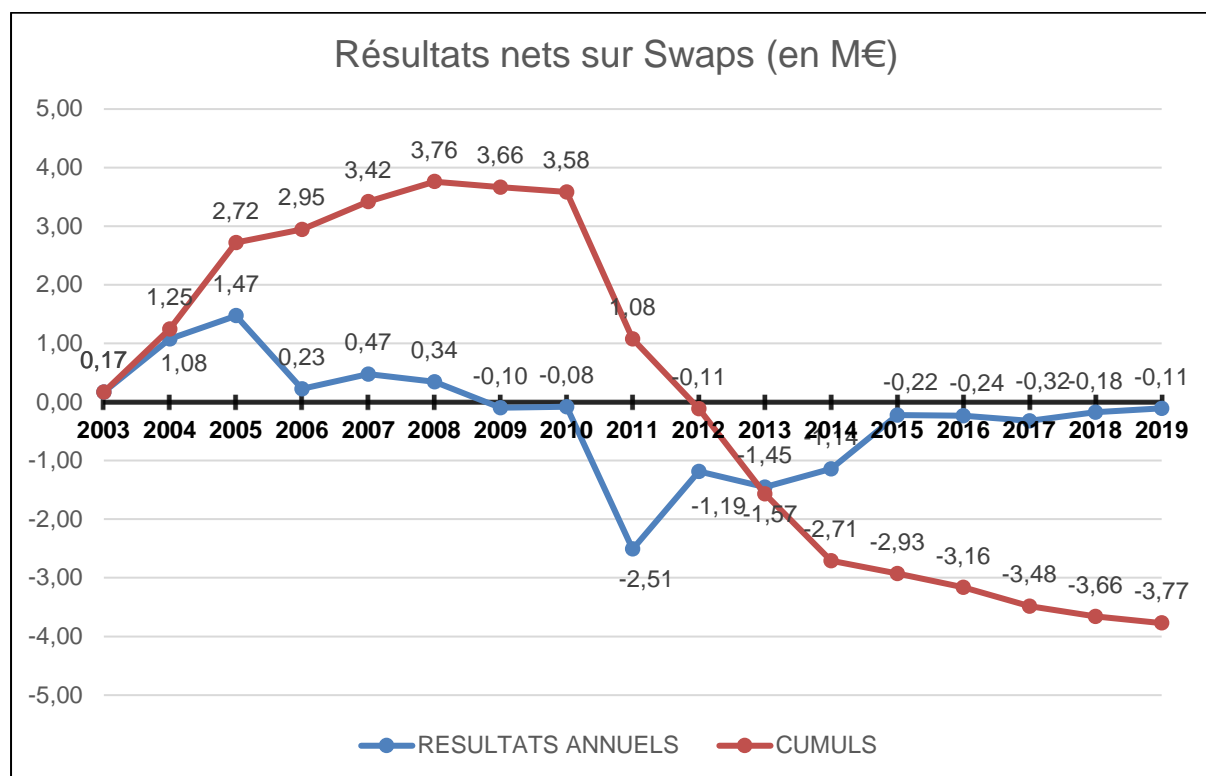
Ils sont calculés depuis les premiers swaps souscrits.

Compensés	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Gains	+0.172	+1.078	+1.477	+0.300	+1.144	+1.419
Pertes		-0.002	-0.004	-0.075	-0.670	-1.077
par exercice	+0.172	+1.076	+1.473	+0.225	+0.474	+0.342
Cumuls	+0.172	+1.248	+2.721	+2.946	+3.420	+3.762

Compensés	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Gains	+0.581	+0.536	+0.448	+0.465	+0.381	+0.422
Pertes	-0.681	-0.616	-2.955	-1.652	-1.834	-1.563
par exercice	-0.100	-0.080	-2.507	-1.187	-1.453	-1.141
Cumuls	+3.662	+3.582	+1.075	-0.112	-1.565	-2.706

Compensés	2015	2016	2017	2018	2019
Gains	+0.389	+0.251	+0.254	+0.200	+0.109
Pertes	-0.610	-0.486	-0.575	-0.377	-0.224
par exercice	-0.221	-0.235	-0.321	-0.177	-0.115
Cumuls	-2.927	-3.162	-3.483	-3.660	-3.775

Le graphique ci-après résume ces évolutions :



- 2009 marque un tournant caractérisé par des résultats nets par exercice devenant négatifs, conséquence de la crise dite des « subprimes » et de ses prolongements ;
- 2011 et 2012 enregistrent un alourdissement significatif de la tendance au point d'absorber tous les résultats favorables engrangés précédemment ;
- 2014 dénote une reprise du contrôle des résultats sur swaps grâce à la désensibilisation d'un contre-swap Depfa.
- 2015 accentue l'amélioration grâce à la désensibilisation d'un financement structuré (Dexia)
- 2016 année de plein effet (12 mois) des désensibilisations, confirme l'amélioration
- 2017 tendance à l'amélioration atténuée : dans le sillage du Brexit d'une part, et de la reprise économique en zone euro d'autre part, l'écart d'indices zone GBP – zone EUR s'est resserré, impactant sensiblement le produit HC 308b (perte 2017 120 K€ vs 2016 12 K€)
- 2018 les encours notionnels des swaps diminuants, le volume de perte constaté diminue
- 2019 la diminution du volume de perte constaté se poursuit.

IV. PROVISIONS au 31.12.19

PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE AU 31 DECEMBRE 2019

Contrats	301 B	304	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	Dexia	FMS	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	HC	4B	HC	
Capital restant du au 31/12/2019 (devises)		437 700,00					
Taux de change au 04/11/2019 (€/devise)		1,10130					
Capital restant du au 31/12/2019 (€)	227 311,68	397 439,39	1 175 920,83	3 416 573,77	706 864,78	1 215 929,35	7 140 039,80
Durée résiduelle (années)	1,98	2,92	3,42	8,59	1,40	4,99	
Provision devises		91 165,40					
Provision €	87,66	82 779,80	7 934,21	0,00	2 982,13	4 628,03	98 411,84
Provision globale	87,66	82 867,47	90 801,68	90 801,68	93 783,81	98 411,84	

DOTATION / REPRISE aux PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE 2019

Contrats	301 B	304	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	Dexia	FMS	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	HC	4B	HC	
Dotation Provision (+) €	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Reprise Provision (-) €	-5 761,19	-24 195,79	-86 638,90	-51 516,56	-3 643,56	-107 345,07	-279 101,06
Dotation (+) / Reprise (-) nette	-5 761,19	-29 956,96	-116 595,87	-168 112,42	-171 755,98	-279 101,05	-279 101,06

Des ajustements sont opérés à chaque arrêt des comptes si :

- Les conditions de marché venaient à s'améliorer (reprises) ou à se dégrader (dotations) ;
- Des réaménagements permettaient d'abaisser les indices « Gissler » sous les limites définies ci-avant supprimant, par le fait, l'obligation de provisionnement (reprises).

V. RATIOS « REGLES de GESTION »

Les ratios sont calculés sur la dette nette totale du budget principal.

- **Critères d'importance de la dette**

- Critères structurels – budget principal

	Limites	Niveaux au		
		31.12.17	31.12.18	31.12.19
Capacité de désendettement retraitée ³ ratio Ville	≤ 12.0 ans	16.4 ans	10.84	9.1
Encours de dette / recettes de fonctionnement	≤ 110%	128%	124%	118%

Encours de dette retraité – Fonds de Soutien déduit (décret du 29.12.15)

- Dette dérivée ou structurée (« Hors Charte » et « Complexes »)

	Limites	Niveaux au		
		31.12.17	31.12.18	31.12.19
Encours de dette dérivée / Encours de dette totale	≤ 25%	20.9%	18.94%	11.98%
Encours de dette dérivée	≤ 25 M€	20.05 M€	17.75 M€	10.93 M€

Le pourcentage est calculé par rapport à la dette brute du budget principal.

L'objectif fixé par les règles de gestion était de 25% pour l'encours de dette dérivée / encours de dette totale et de 11 M€ pour l'encours de dette dérivée ; ce dernier étant atteint, les critères sont respectés.

- **Nouveaux financements**

FINANCEMENT MAXIMUM PREVU (M€)		
	31.12.19	
	Maximum	Réalisé
Financement Maximum Prévu (FMP)	6.00 M€	5.20 M€
Plafond (120% du FMP)	7.20 M€	

Dès lors que les limites n'ont pas été dépassées, les critères sont respectés.

- **Paramètres de gestion**

- Durées

	Limites	31.12.19
Durée maximum du portefeuille d'emprunts	25 ans	21 ans
Durée moyenne du portefeuille d'emprunts	6.75 ans	7,2 ans
Durée moyenne des emprunts nouveaux de l'année n	20 ans	20 ans

³ Rapport entre le stock de dette et la capacité d'autofinancement brute (Ville) recettes réelles – dépenses réelles

○ Segmentation par types de taux

Nature des taux	Limites	31.12.19
	en %	en %
Taux Fixes	65%	68 %
Taux Variables ou Référencés	35%	32 %

Sur les deux catégories principales, les données à fin 2019 sont proches des objectifs définis (dans un contexte de taux bas, il s'est avéré opportun de souscrire en taux fixe) ; on peut donc considérer que les critères sont respectés.

Les pourcentages sont calculés par rapport à la dette totale brute.

En résumé, sur la base des données à fin 2019, les règles de gestion ont été appliquées.

VI. BILAN 2019 ET PERSPECTIVES

• Commentaires de marchés (*source finances active*)

L'année 2019 a été marquée par une baisse importante des taux longs, guidée par l'inversion de la politique monétaire aux Etats Unis engagée par la FED, suivi par la BCE à l'automne sur fonds de ralentissement économique.

Grace à la baisse des taux longs et à des taux courts toujours négatifs, les collectivités ont enregistré un taux moyen d'emprunt largement inférieur à celui observé en 2018 (0,71 % contre 1,10%).

Sur l'année 2019, les banques ont financé 64.4 % des besoins d'emprunt à long terme des collectivités (69.9 % en 2018) : cette proportion des volumes correspond aux nouveaux contrats signés et consolidés en 2019, mais aussi aux consolidations de contrats signés par le passé ou de conventions pluriannuelles.

Le léger repli observé en 2019 s'explique notamment par une augmentation du recours à l'obligataire pour certaines collectivités du panel Prêteurs.

Les Régions continuent de faire figure d'exception, leurs besoins d'emprunt ayant été couverts à 69,8% par des financements « alternatifs » (AFD, BEI, CDC et Obligataire).

A l'inverse, les Communes et EPCI de moins de 50 000 habitants ainsi que les SDIS se financent à plus de 90% par de la ressource bancaire.

Le ralentissement de l'activité économique en France s'est aussi traduit par le ralentissement des investissements publics, portés essentiellement par les collectivités locales.

Depuis quatre ans toutefois, les dépenses d'investissement progressent à nouveau, soutenues par la fin du cycle électoral et surtout par la croissance de l'épargne, fruit des efforts de gestion renouvelés des collectivités.

• Taux d'intérêts (*source finances active*)

L'année 2019 a été empreinte par la détente sans précédent des taux longs en territoire négatif et de la stabilité des taux courts largement en deçà de 0.00% comme observé depuis six ans.

Les collectivités locales ont donc pu bénéficier d'un taux moyen d'emprunt historiquement très bas de l'ordre de 0.71 % contre le taux déjà qualifié de bas en 2018 de 1.10%, pour couvrir leurs besoins de financements nouveaux. Cette baisse des taux conduit le taux moyen de la dette des collectivités à enfoncer un nouveau plancher en s'établissant en moyenne à 2.10 %.

Pour la région PACA, le taux moyen d'endettement se situe en moyenne à 2.62 % pour une durée moyenne d'extinction de la dette de 12.8 ans et 69.5 % des emprunts sont souscrits à taux fixe.

• Durée (*source finances active*)

Pour couvrir leurs besoins d'emprunt 2019, les collectivités locales ont emprunté en moyenne à 18 années pour près de 71.6 % des crédits réalisés avec une maturité comprise entre 15 et 20 ans.

Pour les régions et les départements cette durée s'est située entre 16.8 et 17 années, quant aux communes et EPCI de moins de 100 000 habitants elle s'est établie en moyenne à 17.7 années. Seules les communes et EPCI de plus de 100 000 habitants ont emprunté sur une durée de 19.6 années.

Pour ce qui concerne la région PACA et pour ses communes et EPCI de moins de 100 000 habitants, le taux d'emprunt moyen s'est situé à 0.86 % pour une durée d'emprunt moyenne de 18.4 années. Les principaux prêteurs ont été Le Crédit agricole pour 39.4 % et la Société Générale pour 16.7 %.

- **Stratégie (source finances active)**

Les emprunts 2019 ont été souscrits par les collectivités locales à 77,3% à taux fixe contre 22,7% à taux variable. La part des emprunts fixes nouvellement signés a augmenté fortement par rapport à 2018 (65,1%).

Cela s'explique par la baisse importante des taux longs d'une part, mais également par le renchérissement du coût des emprunts à taux variable, pour lesquels le floor à 0% appliqué sur les index Euribor augmente substantiellement la marge réelle des emprunts.

De ce fait la part des emprunts variables dans les nouveaux financements est historiquement faible : 22,7% contre 37,1% en moyenne sur la période 2014-2018.

A noter qu'en 2019, 100% des emprunts ont ainsi été souscrits avec des taux d'intérêt classés 1A selon la Charte de bonne conduite (dite Charte Gissler).

- **Perspectives 2020 (source FMI)**

La pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19) présente un défi historique

Sur les principaux marchés de financement à court terme, la liquidité s'est fortement détériorée, y compris sur les marchés généralement perçus comme étant très actifs. Les investisseurs endettés ont été mis sous pression, et certains auraient été contraints de solder certaines de leurs positions pour répondre à des appels de marge et rééquilibrer leurs portefeuilles.

Les marchés ont toutefois réussi à réduire certaines pertes, des mesures budgétaires et monétaires décisives visant à maîtriser les retombées de la pandémie ayant rassuré les investisseurs.

Une tempête menace de s'abattre sur les pays émergents et pré-émergents, ces derniers ayant connu la plus forte inversion de flux d'investissements de portefeuille jamais enregistrée, à la fois en dollars et en pourcentage de leur PIB. Il est probable que cette perte de financement de la dette extérieure mettra en difficulté les emprunteurs plus endettés et moins solvables.

Les gestionnaires d'actifs pourraient subir de nouveaux retraits de leurs fonds et se voir forcés de vendre des actifs sur des marchés en baisse, les entreprises et les ménages pourraient se retrouver en situation de surendettement du fait de l'arrêt puis la reprise sous perfusion de l'activité économique.

Les banques elles, ont plus de fonds propres et de liquidités que par le passé ; de plus celles apportées par les banques centrales leur ont permis d'atténuer les risques de financement : elles se trouvent ainsi dans une position plus favorable qu'au début de la crise financière mondiale.

Bien évidemment, cette épreuve historique requiert une riposte énergique des pouvoirs publics. Il incombe donc aux autorités nationales d'aider les populations et les entreprises les plus touchées par l'épidémie.

Partout dans le monde, les gouvernements ont déjà pris des mesures de grande envergure par des programmes de soutien budgétaire à l'échelle mondiale. Il leur est néanmoins nécessaire de trouver le juste équilibre entre la préservation de la stabilité financière et le soutien de l'activité économique.

Les banques centrales elles, ont pris des mesures audacieuses et décisives.

Par un assouplissement de leur politique monétaire, elles ont fourni des liquidités au système financier pour contrer le durcissement des conditions financières et maintenir le flux de crédit à l'économie.

Enfin, la coopération multilatérale sera cruciale pour amortir le choc de la COVID-19 et limiter les dégâts causés à l'économie mondiale et au système financier.

Les pays qui subissent simultanément une crise sanitaire et un choc sur le financement extérieur (par exemple, les pays tributaires des financements extérieurs ou les exportateurs de matières premières confrontés à la chute des prix de ces produits) pourraient aussi avoir besoin d'une aide bilatérale ou multilatérale supplémentaire pour ne pas compromettre les dépenses de santé durant cette période d'ajustement difficile.

La Directrice générale du FMI et le Président de la Banque mondiale ont ainsi appelé les créanciers bilatéraux officiels à suspendre les remboursements de la dette pour les pays se situant en-deçà du seuil opérationnel de l'Association internationale de développement qui sollicitent un délai de grâce face à la pandémie.

VII. CONCLUSIONS

Comme le précise « finance active » dans son rapport d'observation 2020 de la dette des Collectivités Locales :

La gestion de la dette est devenue un domaine d'expertise et un métier à part entière, tant du côté du suivi des stocks que de l'élaboration de la stratégie de financement à court et long terme. Si les recommandations en matière de gestion de dette évoluent chaque année, elles reposent toujours sur les piliers fondamentaux, que sont le contexte de taux, le niveau des marges bancaires, l'offre de liquidité ou encore les types de produits proposés.

Dans son rapport de mai 2016 couvrant la période 2009 – 2014, la Chambre Régionale des Comptes a souligné le poids de la dette pour la ville de Grasse, mesuré notamment par le ratio « Capacité de désendettement⁴ » qui, à fin 2014, était de 20 ans (vs une norme CRC de 12 ans).

Cet état de fait, résultante d'un niveau élevé de dette à fin 2011, alourdi par de lourds investissements lancés en 2013 et terminés en 2014 et 2015, a conduit la ville à engager une action vigoureuse de réduction du volume de dette, du niveau des taux de cette même dette et de réduction du risque attaché aux taux indexés, principalement : financements et swaps structurés, c'est à dire « Hors Charte » et à « Taux Complexes ».

Les résultats de cette gestion se constatent dès 2015 sur chacun des points pré-évoqués et se confirment en 2016. A fin 2018, le ratio « Capacité de désendettement » est de 10.84 ans pour s'améliorer considérablement à fin 2019 avec 9.1 ans.

Les axes de gestion de la dette, définis dans les règles de gestion pour 2019, ont été ajustés pour 2020 à la lumière des récentes anticipations macroéconomiques et des prévisions d'évolutions de taux qui en découlent. Ces axes sont détaillés dans les règles de gestion à appliquer dorénavant de manière à assurer la poursuite des améliorations déjà constatées.